



**Santé**  
**Réduction des Risques**  
**Usages de Drogues**

**SWAPS n° 26**



**LJUBLJANA 2002**

# **Géopolitique et réduction des risques**

**par Fabrice Olivet**

Après le charme oriental de New Delhi en 2001, la perspective de Ljubljana, capitale de la Slovénie, n'était pas extrêmement attractive. La relative proximité géographique (385 km de Vienne et 245 de Venise) ne réussissant pas à compenser le déficit d'image qui continue de marquer les pays de l'Est, les Slovènes vous accueillent avec ce slogan : *"Vous n'êtes pas dans un ancien pays communiste, vous êtes dans l'Autriche-Hongrie des archiducs"*. Sur fond de paysage alpestre, les boutiques de luxe se chargent de vous faire oublier le souvenir des convulsions nationalistes de la défunte Yougoslavie. Reste une réelle incertitude sur le sort des usagers de drogues.

Première surprise, la RdR n'est pas une découverte en Europe de l'Est. L'association Stigma, qui gère une boutique et un programme d'échange de seringues dans la capitale, a présenté le lancement de sa nouvelle campagne *"varno ne smrtno"*, c'est-à-dire *"plutôt en bonne santé que mort"*. Des autocollants proclamant *"nous voulons des salles de shoot"* étaient placardés dans les principaux quartiers de la ville. D'après Andrej Kastelic, le président de la conférence, la Slovénie posséderait le taux de couverture méthadone le plus élevé d'Europe. Ailleurs en Europe de l'Est la situation est plus contrastée : si l'usage n'est, par exemple, pas pénalisé en Slovaquie, la question du sida concerne fortement les populations en contact direct ou indirect avec l'usage intraveineux. Comme en Europe de l'Ouest à la fin des années 80, la peur du sida permet d'entrouvrir certaines portes. Les pays les plus favorisés économiquement comme la Slovénie, la République tchèque, la Slovaquie ou même la Pologne sont également ceux qui s'intéressent aux initiatives de RdR considérées comme efficaces dans la lutte contre le sida.

Au-delà de ces facteurs objectifs, l'élément déterminant pour le choix de l'ex-Yougoslavie comme point de ralliement est le rapprochement opéré entre l'International Harm Reduction Association (IHRA) et George Soros, l'homme qui passe pour être l'un

des plus riches financiers de la planète. Depuis toujours, le milliardaire américain affiche des opinions ultra-libérales, voire "libertariennes" (du libertarian party), inspirées par l'économiste Milton Friedmann. En résumé, l'étatisme, les monopoles et *a fortiori* les prohibitions sont responsables de tous les maux, et dans le cas des drogues, cette prohibition a des conséquences mortelles à brève échéance. Cette position radicale est magistralement relayée par Ethan Nadelmann, universitaire de renom international, nommé par Soros à la tête d'une fondation explicitement vouée à combattre la prohibition des drogues, le Lindersmith Center. Rebaptisée cette année Drug Policy Alliance, cette fondation américaine s'est révélée être l'un des moteurs idéologiques de la conférence. George Soros en personne était présent à la cérémonie d'ouverture, et le brillant Nadelmann a reçu le traditionnel *Rolleston award*, un prix destiné à récompenser des personnalités pour leur contribution à l'avancée de la réduction des risques. Le directeur du Lindersmith avait-il besoin de cette énième consécration ? Sans doute pas, mais le champagne et les petits fours ont scellé l'alliance de raison entre le courant sanitaire de la RdR et le mouvement humaniste de réforme de la politique des drogues.

Ce retour de l'antiprohibitionnisme est à analyser en fonction de l'après 11 septembre. Un contexte post-traumatique qui a dramatisé les enjeux. Nous sommes souvent épargnés en Europe par l'âpreté du débat concernant les drogues outre-Atlantique. L'une des toutes premières déclarations de George W. Bush après la destruction des Twin Towers fut de stigmatiser les usagers de drogues, complices objectifs des terroristes par leurs achats de stupéfiants qui financent les réseaux type Al-Qaida. Cette déclaration a soulevé un émoi considérable dont les échos ont résonné jusqu'à Ljubljana. En résumé, l'Empire américain est mis au banc des accusés. Diane Riley, directrice de la Canadian Foundation for Drugs Policy, a même été jusqu'à désigner la guerre à la drogue comme l'alpha et l'omega de la volonté de puissance des Etats-Unis. Cette démonstration, appuyée par une partie de la salle, reprend la vieille théorie anti-impérialiste qui veut que depuis l'extermination des Peaux-Rouges, en passant par la guerre de Sécession et celle du Vietnam, l'Etat américain est un empire guerrier nourri idéologiquement par le culte du combat. Dans ce système, la guerre à la drogue est le combat par excellence : guerre extérieure qui autorise toutes les ingérences en Amérique du Sud comme en Asie, guerre intérieure contre les minorités, toujours au nom de la lutte contre le Mal. Dans cette démonstration, on ne peut qu'être frappé par la similitude du vocabulaire désignant successivement le nazisme, puis l'ennemi communiste et aujourd'hui le terrorisme international. Or, cette rhétorique de la nécessaire victoire du Bien sur le Mal a toujours été celle de la guerre à la drogue.

Cette découverte des pays de l'Est à l'heure du 11 septembre conduit inévitablement à penser à l'Europe comme système politique. A la différence des Etats-Unis, l'Europe de l'Ouest n'est pas un empire guerrier, c'est même tout le contraire. La guerre sur le Vieux Continent a laissé de telles cicatrices que l'idée même de conquête est devenue obscène. Dans un tel contexte, il est naturel que la réduction des risques soit la réponse idoine de nos démocraties aux défis lancés par la consommation de stupéfiants. La RdR, c'est "la paix à la drogue" et la paix aux usagers de drogues. Malheureusement, là comme ailleurs, il nous faut parler fort pour être entendus par l'ami américain. Le credo de la guerre reste le passage obligé des organismes internationaux liés à l'ONU. Nos

camarades de l'Est observent cette comédie en connaisseurs. Ils semblent plutôt vouloir adopter les normes européennes lorsqu'ils en ont les moyens, mais le discours officiel reste celui de la guerre aux mafias. Plus les profits clandestins liés aux trafics de stupéfiants augmentent, plus les gesticulations boursouflées des partisans de la répression semblent indécentes, voire suspectes, à bien des égards. L'irruption de l'économie de marché dans l'univers soviétique en décomposition a permis à une nouvelle caste de bootleggers de prospérer grâce à la demande de stupéfiants. Autant d'intérêts qui ont à cœur de voir les discours sur la guerre à la drogue s'intensifier, la prohibition étant pour eux une garantie de prospérité à long terme.

L'International Harm Reduction Conference est le seul évènement mondial consacré explicitement au développement de la réduction des risques liés à l'usage des drogues. Il s'agit d'une initiative de l'International Harm Reduction Association (IHRA), une association qui, comme son nom l'indique, regroupe des acteurs individuels et collectifs se réclamant de la RdR. Fondée en 1989 par des militants britanniques, hollandais, australiens, américains et canadiens, cette association est encore marquée par une certaine sur-représentation des pays de langue anglaise et nord-européens. Cependant, depuis plus de dix ans, ces conférences permettent à tous ceux qui se réclament des principes de respect de la citoyenneté des usagers de drogues de se regrouper pour échanger durant cinq jours. Pour mémoire, il faut se souvenir de la fameuse phrase lancée par John Mordaunt à la tribune de Rotterdam en 1993 : *"la guerre à la drogue est d'abord une guerre menée contre les drogués"*. L'idée même d'autosupport des usagers de drogues doit beaucoup à l'organisation de ces conférences qui, dès l'origine, ont prétendu s'adresser à un auditoire situé bien au-delà du cercle étroit des spécialistes. Les antiprohibitionnistes convaincus tels Peter Cohen, Eric Fromberg (Pays-Bas), Samuel Friedmann ou Ethan Nadelmann (Etats-Unis) ont toujours milité pour faire progresser la RdR quitte à exprimer un point de vue critique sur la psychologisation excessive ou la médicalisation croissante des questions de drogues. Après Liverpool (90), Barcelone (91), Melbourne (92), Rotterdam (93), Toronto (94), Florence (95), Hobart (96), Paris (97), Sao Paulo (98), Genève (99), Jersey (2000), New Delhi (2001) et Ljubljana (2002), la prochaine édition est prévue à Chiang Mai (Thaïlande) en 2003.